

POLYNESIE FRANCAISE

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES MARQUISES



REPUBLIQUE FRANCAISE

LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



DELIBERATION N° 12-2016 du 24 juin 2016

Autorisant l'engagement des dépenses dans l'article 6232 Fête et cérémonie

DATE DE CONVOCATION
7 juin 2016

DATE D'AFFICHAGE
7 juin 2016

DATE DE LA SEANCE
24/06/2016

En exercice	présents	Votants
15	10	12

HEURE : 15h00

Présents
FATU HIVA Henri TUIEINUI, 1 ^{er} délégué Athanase PAHUTOTI, suppléant
HIVA OA Etienne TEHAAMOANA, 1 ^{er} délégué Tania BONNO, 3 ^{ème} délégué Ani PETERANO, 2 ^{ème} délégué
NUKU HIVA Joseline PIRIOTUA, 2 ^{ème} délégué Casimir UTIA, 3 ^{ème} délégué
TAHUATA Félix BARSINAS, 1 ^{er} délégué Mirélla BONNO, suppléant
UA HUKA Ranka AUNOA, suppléant
UA POU
Absents excusés
Benoît KAUTAI, 1 ^{er} délégué, Joseph KAIHA, 1 ^{er} délégué, Nestor OHU, 1 ^{er} délégué, Marcel BRUNEAU, 3 ^{ème} délégué, Georges TEIKIEHUPOKO 2 ^{ème} délégué, Joseph KAIHA

Procurations
Nestor OHU, 1 ^{er} délégué à Ranka AUNOA Benoît KAUTAI 1 ^{er} délégué à Joseline PIRIOTUA

Absents

Secrétaire de séance
Tania BONNO

L'an deux mille seize, le 24 juin, le conseil communautaire des îles Marquises, convoqué le 24 juin 2016 (affichage le 24 juin 2016) conformément à l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, s'est rassemblé à ATUONA, sous la présidence de Monsieur Félix BARSINAS, Président de la communauté de communes des îles Marquises

Exposé des motifs

Considérant que les dépenses résultant de fêtes locales ou nationales, des jumelages entre cités, des réceptions diverses font l'objet d'une imputation à l'article 6232. La réglementation est imprécise et n'édicte pas clairement la nécessité d'une délibération à l'appui du mandat délivré par l'ordonnateur. Cependant, le comptable doit exiger toutes les pièces nécessaires pour dégager sa responsabilité. Pour ce faire, il sollicite de la part de l'assemblée délibérante, une délibération de principe autorisant l'engagement de telle catégorie de dépenses à imputer sur l'article 6232. Cette délibération fixera les principales caractéristiques des dépenses visées et l'ordonnateur mandatera suivant les limites établies par cette décision ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.5211-6 et L.5211-7;

VU l'arrêté n° 2062 CM du 9 novembre 2010 confiant aux communes de l'archipel des îles Marquises le soin d'élaborer un projet de développement économique en application des dispositions de l'article LP. 1^{er} de la loi du pays n° 2010-12 du 25 août 2010 ;

VU l'arrêté n°2139 CM du 23 novembre 2010 portant modification des dispositions de l'arrêté n° 2062 CM sus visé ;

VU l'arrêté n°867/DIPAC du 29 novembre 2010 portant création de la communauté de communes des îles Marquises ;

VU l'arrêté n° HC 124 DIPAC / BJC du 4 février 2011 ;

VU le procès-verbal de l'élection des membres du bureau exécutif du Conseil Communautaire des Iles Marquises (CODIM) établi le 25 avril 2014

VU le budget de l'exercice 2016,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Après en avoir délibéré,

Par ☒ voix pour, ☐ abstention et ☐ voix contre

ADOPTE

Article 1 :

Autorise les dépenses suivantes à l'article 6232 :

-cadeaux offerts par la CODIM à l'occasion d'événements liés à la carrière (mutation, fin de stage, départ à la retraite...) ou d'autres

événements importants, d'agents communautaires ou toutes personnes ayant un lien privilégié avec la CODIM et dont le montant maximal est fixé à 150 000 XPF.

-couronnes ou gerbes mortuaires offertes par le conseil communautaire lorsqu'elles honorent une personne ayant œuvrée pour la CODIM

-frais de restaurant,

-frais alimentaires relatives aux réunions communautaires

-Voyages d'études des élus ayant un intérêt direct avec l'intérêt de la CODIM

Article 2:

Le Président et le trésorier payeur de TIVAA sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera

Fait et délibéré les jours, mois et ans susdits et ont signé au registre les membres présents

Fait à Atuona, le 24 juin 2016

Le Président

Félix BARSINAS

CONTRÔLE A POSTERIORI

Acte rendu exécutoire après envoi en subdivision le :

01 / 07 / 2016

Et publication ou notification du :

01 / 07 / 2016

Le Président